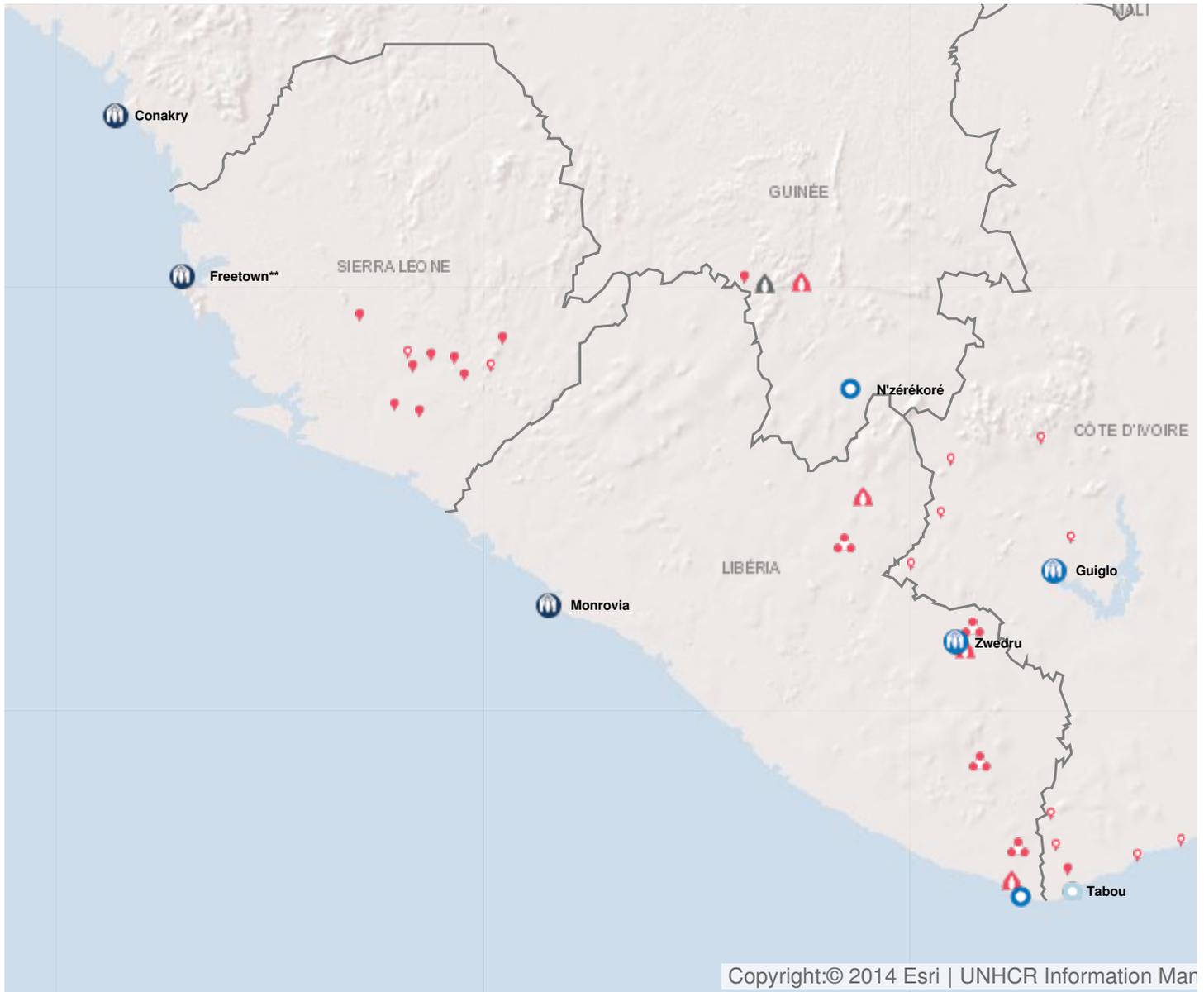


Rapport de fin d'année 2016

Généré le 7/8/2017

Opération: Libéria



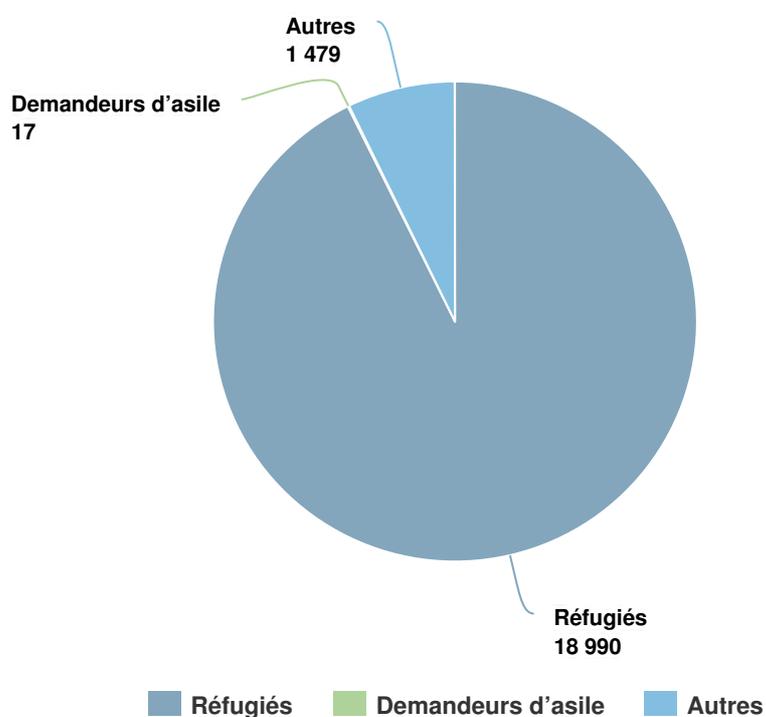
Personnes relevant de la compétence du HCR

- **46%** EN **2016**

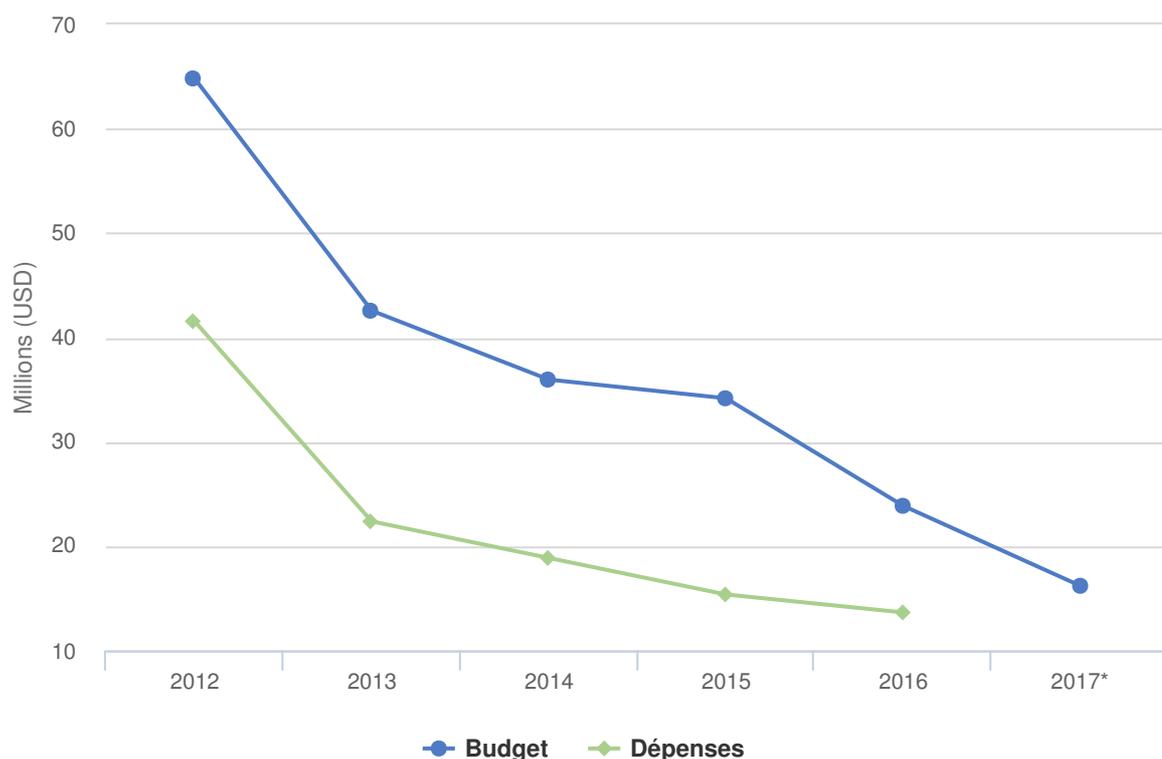
2016 20,486

2015 38,058

2014 40,121



Budgets et Dépenses - Libéria



Contexte opérationnel en 2016

Le 1^{er} juillet 2016, le Gouvernement libérien a officiellement assumé les responsabilités en matière de sécurité dans le pays, confiées auparavant à la MINUL, la Mission des Nations Unies au Libéria. Le Conseil de sécurité de l'ONU a prolongé le mandat de la MINUL jusqu'au 30 mars 2018, mais avec une force restreinte.

La réduction de la présence de la MINUL et le manque d'appui à l'entretien des routes et l'approvisionnement en carburant ont créé des difficultés pour le HCR en ce qui concerne son opération de rapatriement en cours.

Le manque d'infrastructures et les difficultés économiques ont considérablement renchéri le coût du travail du HCR au Libéria du point de vue de la logistique et de la qualité des biens et services fournis.

Aucun progrès n'a été accompli au niveau de l'adoption du projet d'amendement à la loi de 1993 sur les réfugiés, même si l'examen de la loi sur les étrangers et la nationalité a commencé en mai 2016 afin de la rendre conforme aux normes internationales. Ce projet de loi est actuellement en cours de rédaction par la commission chargée de la réforme juridique.

Au Libéria, 76 pour cent des réfugiés résidaient dans des camps avec plein accès aux services multisectoriels assurés par le HCR et ses partenaires. Les 24 pour cent restants vivaient dans des communautés hôtes, en concurrence avec elles pour les mêmes besoins et services essentiels, comme les vivres, l'eau, les soins de santé, l'éducation et l'électricité. D'après la Banque mondiale, plus de la moitié de la population du Libéria vit avec moins de 1,15 dollars par jour.

Tendances démographiques en 2016

- Au début de 2016, il y avait près de 36 500 personnes relevant de la compétence du HCR dans le pays, dont 36 000 originaires de Côte d'Ivoire.
- Les activités d'enregistrement menées tout au long de l'année ont abouti à l'inscription de près de 1 430 nouvelles naissances et la réactivation de 500 personnes. Au total, 212 décès ont aussi été enregistrés en 2016.
- Fin 2016, la population totale de réfugiés et de demandeurs d'asile s'élevait à 19 000 personnes.

Réalisations

Chiffres clés :

- **44 500** patients ont été traités dans les centres de santé dans tous les camps
- **18 700** réfugiés ont été rapatriés en Côte d'Ivoire
- **2 600 personnes** ont reçu un certificat de naissance
- **68** personnes avec des besoins spécifiques ont bénéficié d'une assistance

Principales réalisations :

- En 2016, près de 18 700 réfugiés ont été rapatriés en Côte d'Ivoire, dans le cadre d'un programme assisté par le HCR, et 350 Ivoiriens ont regagné spontanément leur pays. Trois personnes originaires de Sierra Leone ont aussi été rapatriées pendant la période examinée, portant le nombre total de retours à un peu plus de 19 000 fin 2016.
- Grâce à un programme de recherche et de regroupement familial qui facilite le retour des enfants séparés ou non accompagnés, fin 2016, le nombre de mineurs isolés avait été ramené à 256.
- Près de 1 430 nouvelles naissances ont été enregistrées et 1 411 nourrissons ont reçu un certificat. De plus, 1 213 enregistrements tardifs ont été réalisés, portant ainsi le nombre total de certificats de naissance délivrés en 2016 à près de 2 600.
- Le processus d'intégration locale a commencé avec l'acceptation par le Ministère de l'éducation d'un changement du programme ivoirien au profit du programme libérien dans toutes les écoles basées dans les camps et l'intégration ultérieure dans le système national d'éducation.
- L'approvisionnement quotidien en eau dans les camps de Bahn et PTP a été de 24,1 litres par personne, alors que pour le camp du LWC, il était de 25,0 litres par personne, soit plus que la norme minimale.

Besoins non satisfaits

- Au nombre des difficultés, il convient de mentionner des lacunes dans le soutien psychosocial, le manque de capacité pour réaliser des entretiens d'évaluation de l'intérêt supérieur/de détermination de l'intérêt supérieur de tous les mineurs isolés et l'insuffisance de l'appui aux moyens de subsistance pour les réfugiés vulnérables.
- Le soutien aux familles d'accueil a été réduit en raison des limitations budgétaires ; de ce fait, les familles ont montré peu d'empressement à accueillir des enfants séparés ou non accompagnés.
- Une évaluation de la vulnérabilité a établi que près de 35 pour cent de la population des camps avaient gravement besoin d'une aide alimentaire. La non-distribution de compléments alimentaires aux enfants souffrant de malnutrition sévère a exacerbé le problème. Au total, 375 enfants âgés de six à 59 mois ont été traités pour malnutrition aiguë.
- La proportion d'enfants âgés de six à 59 mois souffrant d'anémie a augmenté entre 2015 et 2016, et la distribution de compléments alimentaires s'est révélée nécessaire.
- La situation de l'assainissement était préoccupante pendant le premier semestre de l'année, en raison de latrines pleines et de l'indisponibilité de ressources pour leur démantèlement et la construction de nouvelles installations.

Dépenses 2016 - Libéria | USD

Le tableau suivant présente le budget final, les fonds disponibles et l'état final des dépenses par objectif, comme établis en fin d'année.

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Total
Budget final	23,860,907	23,860,907
	11,860,420	11,860,420
Total des fonds disponibles	11,860,420	11,860,420

Dépenses par objectif		
Environnement de protection favorable		
Cadre juridique et politique	160,212	160,212
Aide juridique et recours judiciaires	139,446	139,446
Accès au territoire	194,603	194,603
Sous-total	494,261	494,261
Processus de protection et documents adéquats		
Enregistrement et établissements des profils	403,701	403,701
Procédures de détermination du statut de réfugié	152,678	152,678
Documents d'état civil	132,121	132,121
Sous-total	688,500	688,500
Sécurité face à la violence et à l'exploitation		
Prévention et interventions liées aux VSS	794,064	794,064
Protection des enfants	255,489	255,489
Sous-total	1,049,553	1,049,553
Besoins de base et services essentiels		
Santé	1,261,600	1,261,600
Services de santé reproductive et de lutte contre le VIH	264,730	264,730
Nutrition	353,250	353,250
Sécurité alimentaire	65,901	65,901
Eau	220,709	220,709
Hygiène et assainissement	560,757	560,757
Abris et infrastructures	291,035	291,035
Articles élémentaires, ménagers et d'hygiène	322,867	322,867
Services pour les personnes ayant des besoins spécifiques	236,084	236,084

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Total
Éducation	571,442	571,442
Sous-total	4,148,375	4,148,375
Autonomisation et autogestion communautaires		
Mobilisation communautaire	206,909	206,909
Coexistence avec les communautés locales	200,010	200,010
Ressources naturelles et environnement partagé	131,801	131,801
Autosuffisance et moyens d'existence	65,901	65,901
Sous-total	604,621	604,621
Solutions durables		
Retour volontaire	1,836,895	1,836,895
Intégration	216,784	216,784
Réinstallation	263,603	263,603
Sous-total	2,317,282	2,317,282
Direction, coordination et partenariats		
Coordination et partenariats	210,463	210,463
Gestion et coordination des camps	157,860	157,860
Relations avec les donateurs	329,503	329,503
Sous-total	697,827	697,827
Appui à la logistique et aux opérations		
Approvisionnement et logistique	1,268,806	1,268,806
Gestion des opérations, coordination et appui	2,373,882	2,373,882
Sous-total	3,642,688	3,642,688
Dépenses totales en 2016	13,643,106	13,643,106